- : Commission fixe de 8 % l'an
- Prêts de dépannage**
(durée maximum : 6 mois)
- : Commission fixe de 7 % l'an
- Crédits pour l'acquisition de véhicules automobiles de tourisme neufs à usage personnel**
(durée maximum : 24 mois)
- : Taux d'intérêt
 - Crédit aux salariés du secteur public
 - : T.E. + 2,50 % l'an
 - Crédit aux salariés du secteur privé
 - : T.E. + 2,50 % l'an
- Crédits immobiliers**
(durée maximum : 10 ans)
- : Taux d'intérêt
 - Prêt de :
 - moins de 600.000 : T.E. + 1,5 % l'an
 - de 600.001 à 1.000.000 : T.E. + 2 % l'an
 - de 1.000.001 à 2.000.000 : T.E. + 3 % l'an
 - de 2.000.001 à 3.000.000 : T.E. + 4,5 % l'an
 - de 3.000.001 à 4.000.000 : T.E. + 5 % l'an
- Ces taux sont majorés de 2,5 points en cas de location de la construction.
- Crédits à l'artisanat, au commerce et à l'industrie**
(durée maximum : 10 ans)
- : Taux d'intérêt
 - : T.E. + 1 % l'an minimum
 - + 4 % l'an maximum
 - + C.E.
- Crédits publics**
(durée maximum : 10 ans)
- : Taux d'intérêt
 - : T.E. + 1 % l'an minimum
 - + 2 % l'an maximum
 - + C.E.
- Financement de marchés publics ou commandes administratives**
- : Taux d'intérêt
 - Avance
 - : T.E. + 2 % l'an minimum
 - + 4 % l'an maximum
 - Crédits de nantissement de marché
 - : T.E. + 2 % l'an minimum
 - + 4 % l'an maximum
 - Cautionnement et aval donné à l'occasion des marchés publics
 - : 1 % l'an.
- T.E. = Taux d'escompte BCEAO
- C.E. = Commission d'engagement BCEAO.

ARRETE N° 266-MFE du 29 juin 1973 modifiant l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit;

Vu l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise;

Vu l'ordonnance n° 5 du 27 février 1973 déterminant les commissions à percevoir par les banques et l'administration des postes sur les remises de fonds sur l'extérieur effectuées par elles pour le compte de leur clientèle;

Vu l'avis du comité des banques et établissements financiers;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

ARRETE :

Article premier. — Le barème des conditions générales annexé à l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 est modifié ainsi qu'il suit :

4 — Transferts et opérations de change manuel

4 — 1 a — Transfert

4 a — 2 — A l'extérieur de l'Union monétaire

Commission fixe : 200 francs cfa par transfert

Commission proportionnelle : commission perçue par la Banque Centrale pour les transferts hors de l'Union monétaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à la date qui sera ultérieurement fixée par le ministre des finances.

Lomé, le 29 juin 1973

J. B. Tèvi

ARRETE N° 267-MFE du 2 juillet 1973 fixant la date de mise en vigueur des dispositions de l'ordonnance n° 5 du 27 février 1973 et de l'arrêté n° 266-MFE du 29 juin 1973.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit;

Vu l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise;

Vu l'ordonnance n° 5 du 27 février 1973 déterminant les commissions à percevoir par les banques et l'administration des postes sur les remises de fonds sur l'extérieur effectuées par elles pour le compte de leur clientèle;

Vu l'arrêté n° 266-MFE du 29 juin 1973 modifiant l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

ARRETE :

Article premier. — Les dispositions de l'ordonnance n° 5 du 27 février 1973 déterminant les commissions à percevoir par les banques et l'administration des postes sur les remises de fonds sur l'extérieur effectuées par elles pour le compte de leur clientèle et de l'arrêté n° 266-MFE du 29 juin 1973 modifiant l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise seront mises en vigueur le 2 juillet 1973.